

Publications périodiques

Comptes annuels

CLAAS FINANCIAL SERVICES

Société par Actions Simplifiée au capital de 44.624.768 €
Siège social : 12 rue du port – 92000 Nanterre
422 379 594 RCS Nanterre

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 23 mai 2018

I. — Bilans Comparés 2017-2016

(en milliers d'euros)

Actif	2017	2016
Caisse, banques centrales, CCP	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	196 830	178 866
Opérations avec la clientèle	1 150 447	1 158 026
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres		
Détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	0	0
Crédit-bail et location avec option d'achat	306 333	253 653
Location simple	179 450	183 338
Immobilisations incorporelles	3	7
Immobilisations corporelles	1	1
Capital souscrit non verse	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	19 203	27 221
Comptes de régularisation	21 874	13 172
Total de l'actif	1 874 141	1 814 283

Passif	2017	2016
Banques centrales, CCP	0	0
Dettes envers les établissements de crédit	1 040 375	1 051 234
Opérations avec la clientèle	621 613	555 737
Dettes représentées par un titre	1 000	1 000
Autres passifs	26 011	19 423
Comptes de régularisation	70 268	69 577
Provisions pour risques et charges	0	0
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors FRBG	114 873	117 313
<i>Capital souscrit</i>	<i>44 625</i>	<i>44 625</i>
<i>Primes d'émission</i>	<i>194</i>	<i>194</i>
<i>Réserves</i>	<i>4 504</i>	<i>3 691</i>
<i>Ecart de réévaluation</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Provisions réglementées et</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Subventions d'investissement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Report à nouveau</i>	<i>36 988</i>	<i>42 016</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>28 563</i>	<i>26 787</i>
<i>Acompte sur dividendes</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Total du passif	1 874 141	1 814 283

Hors bilan comparés 2017-2016

(en milliers d'euros)	2017	2016
Engagements donnés	66 212	92 013
Engagements de financement	62 807	89 808
Engagements de garantie	3 405	2 206
Engagements sur titres	0	0
Engagements reçus	53 879	29 468
Engagements de financement	18 435	15 008
Engagements de garantie	35 444	14 460
Engagements sur titres		

II. — Comptes de résultat comparés 2017-2016

(en milliers d'euros)	2017	2016
Intérêts et produits assimilés	39 225	41 857
Intérêts et charges assimilés	-15 889	-19 288
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés	127 461	101 867
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilés	-105 521	-90 786
Produits sur opérations de locations simples	72 398	76 721
Charges sur opérations de locations simples	-63 667	-68 202
Revenus des titres à revenu variable	0	0
Commissions (produits)	823	1 476
Commissions (charges)	-156	-170
Gains ou pertes sur opérations financières		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de Négociation	-19	141
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de Placement et assimilés	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	4 734	3 914
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 819	-1 708
Produit net bancaire	57 570	45 822
Charges générales d'exploitation	-16 917	-16 912
Dotations aux amortissements et aux provisions sur Immobilisations corporelles et incorporelles	-19	-1
Résultat brut d'exploitation	40 634	28 909
Coût du risque sur opérations de crédit	-2 586	-2 356
Résultat d'exploitation	38 047	26 553
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	6 321
Résultat courant avant impôt	38 047	32 874
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	-9 484	-6 087
Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	28 563	26 787

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée générale sur proposition de l'Organe Collégial de Direction décide d'affecter le bénéfice de l'exercice soit 28.562.835,24 € de la façon suivante :

Bénéfice de l'exercice	28.562.835,24 €
Dotation à la réserve légale	- 0,00 €
Report à nouveau de l'exercice précédent	+ 36.987.810,09 €
Résultat distribuable	65.550.645,33€
Distribution de dividendes (2,04 € X 2.935.840 actions)	- 5.989.113,60 €
Solde au report à nouveau	59.561.531,73 €

Le dividende de 5.989.113,60 € est payable au plus tard le 30 mai 2018 à raison de 2,04 € par action de 15,20 € de nominal.

L'Assemblée prend acte que les dividendes distribués par action, au titre des trois derniers exercices se sont élevés à :

	2014	2015	2016
Dividende distribué	2,55€	1,70€	10,56€

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexe aux comptes sociaux

Exercice du 1er janvier au 31 décembre 2017

1. Faits marquants de l'exercice

Aucun fait marquant

2. Principes comptables et méthodes d'évaluation

Les comptes de CLAAS Financial Services ont été établis conformément aux dispositions réglementaires applicables aux banques, telles qu'elles sont prévues en particulier par le Règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire relatif à l'établissement et à la publication des comptes annuels des établissements de crédit, modifié par les règlements CRC 2000-03, CRC 2004-16 et CRC 2005-04 et le règlement ANC n°2014-07 du comité de la Réglementation Comptable.

Conformément aux dispositions du règlement 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable et des précisions apportées par l'avis 2003 G du Comité d'urgence, les encours sous risque sont ventilés en encours douteux et en encours douteux compromis, cette dernière catégorie reprenant principalement les créances déchuées du terme en crédit et résiliées en opérations de crédit bail et de location simple. Par ailleurs, aucune créance n'est restructurée à des conditions hors marché.

CLAAS Financial Services fait application, depuis le 1er janvier 2005, de l'article 13 du règlement n°2002-03 du CRC relatif aux modalités de calcul des dépréciations pour créances douteuses et créances douteuses compromises, fondées sur une évaluation actualisée des flux recouvrables. Conformément au règlement, l'incidence de l'actualisation a été comptabilisée lorsque son résultat est apparu significatif au regard des montants prudemment estimés.

L'effet de désactualisation est comptabilisé en Produit Net Bancaire. L'effet d'actualisation est comptabilisé en coût du risque.

CLAAS Financial Services détient 4 succursales hors du territoire Français intégrées dans la zone euro :

- . une succursale en Italie,
- . une succursale en Espagne,
- . une succursale en Allemagne,
- . une succursale en Pologne,

Leur activité est identique à celle de CLAAS Financial Services. Leurs comptes au 31 décembre 2017 intégrés dans les comptes de CLAAS Financial Services ont été retraités suivant les normes relatives aux dispositions réglementaires applicables aux banques Françaises.

A) Conversion des opérations libellées en devises

Ces opérations suivent les règles édictées par le règlement n° 89.01 du Comité de la Réglementation Bancaire. Les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan sont convertis en euros au taux de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges courus en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours moyen de la période de leur enregistrement.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participation et de filiales en devises, financés en euros, sont inscrits en compte de titres.

Les autres gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

B) Créances sur les établissements de crédit

Ce poste correspond notamment aux disponibilités en trésorerie et aux prêts accordés à des établissements de crédit. Les créances sur les établissements de crédit sont ventilées en créances à vue et créances à terme.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ». Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur comptable des créances dépréciées, ou à la reprise de l'effet d'actualisation, sont comptabilisés en « Produits d'intérêts ».

Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

C) Opérations avec la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit et sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

Les prêts consentis sont répartis entre les encours réputés sains et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces crédits donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit (pour les crédits à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les crédits à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe C des «NOTES SUR LE BILAN» de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la déchéance du terme a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque ».

Les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet actualisation sont comptabilisés en « produits d'intérêts ».

Les intérêts des crédits déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

D) Titres

La comptabilisation des titres est décrite dans les dispositions du règlement CRC 2005-01. Les titres sont classés dans les catégories suivantes : titres de transaction, titres de placement, titres de l'activité de portefeuille, titres d'investissement, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

a- Titres de transaction

Les titres, qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus du fait d'une activité de mainteneur de marché, sont évalués individuellement à leur prix de marché.

Les variations de valeur contribuent à la formation du résultat de ce portefeuille. Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable, et continuent de suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

CLAAS Financial Services ne détient pas de titres de transaction.

b- Titres de placement

Il s'agit de titres qui, ne sont inscrits dans aucune des autres catégories existantes. Les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition ou de la valeur probable de négociation (cours de bourse si les titres sont cotés). Ils constituent des « actions et autres titres à revenu variable ».

CLAAS Financial Services ne détient pas de titres de placement.

c- Titres d'investissement

Il s'agit de titres acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à leur échéance. Les titres d'investissement correspondent à des billets à moyen terme négociables destinés à être conservés durablement et pour lesquels il existe un financement par des ressources adossées à caractère permanent et durablement affectées. Ces titres sont enregistrés à la date de souscription pour leur valeur nominale. Ils sont inscrits au poste « obligations et autres titres à revenu fixe ».

CLAAS Financial Services ne détient pas de titres d'investissement.

d- Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif, d'en retirer le gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice.

Les titres de l'activité de portefeuille sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. La valeur d'utilité des titres cotés est principalement déterminée par référence au cours de bourse sur une période suffisamment longue.

CLAAS Financial Services ne détient pas de titres de l'activité de portefeuille.

e- Autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées

Les « Autres titres détenus à long terme » sont des investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de les détenir durablement pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans pour autant intervenir dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus, mais avec l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice.

Les titres détenus à long terme sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sont comptabilisés au compte de résultat lors de leur encaissement dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Les « titres de participation » et « parts dans les entreprises liées » sont constitués des participations pour lesquelles CLAAS Financial Services dispose d'une influence notable sur les organes d'administration des sociétés émettrices et des participations présentant un caractère stratégique pour le développement de ses activités. Cette influence est présumée lorsque le pourcentage de contrôle est supérieur ou égal à 10 %.

Les titres de participation sont comptabilisés individuellement au plus bas de leur valeur d'acquisition ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par référence à une méthode d'évaluation multicritères fondée sur les éléments disponibles tels que l'actualisation des flux futurs, la somme des parties, l'actif net réévalué et les rapports communément utilisés qui leur sont relatifs pour apprécier les perspectives de rentabilité et de réalisation de chaque ligne de titre.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de dotations ou reprises de dépréciation sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dans la rubrique "Revenus des titres à revenu variable".

Ce poste correspond aux certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts.

E) Credit bail, location avec option d'achat et location simple

Ces rubriques recensent les immobilisations données en location nettes des amortissements comptables pratiqués. Conformément à l'avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 explicitant les dispositions de l'avis n°2004-15, les dispositions du règlement du CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs ne s'appliquent pas aux opérations de crédit-bail et de location financière.

- Valeur brute

La valeur brute des matériels comprend l'ensemble des éléments constitutifs du prix de revient, le coût du matériel ainsi que les frais d'acquisition.

- Amortissement

Les matériels donnés en location sont amortis linéairement sur la durée d'usage des biens. Le cumul des amortissements constatés à la clôture de chaque exercice se situe entre :

- le minimum linéaire (en vertu des dispositions de l'article 39b du CGI) d'une part,
- et la limite de dégressivité admise d'autre part.

- Créances douteuses :

Comme pour les opérations de crédit, en matière d'opérations de crédit-bail ou de location simple, le suivi des créances s'appuie sur le système de notation des risques

du groupe BNP PARIBAS. L'échelle de notation comprend douze niveaux : dix couvrant les créances saines et deux relatifs aux clients douteux et douteux compromis.

Conformément aux dispositions de l'article 3 du CRC 2002-03, sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles :

- Il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements
- Les contrats présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ou plus de six mois en matière de crédit aux collectivités locales
- Les contrats faisant l'objet d'une procédure contentieuse.

La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.

Ces créances donnent lieu à constitution d'une dépréciation qui correspond à la différence entre la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du contrat (pour les contrats à taux fixe) ou au dernier taux connu (pour les contrats à taux variable) des flux futurs estimés recouvrables.

Les flux futurs attendus sont évalués de deux façons :

- Manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux.
- Statistiquement pour les créances de petits montants selon des seuils de créances propres à chaque marché.

Le montant des dépréciations calculées sur base statistique figure au paragraphe G et H des «NOTES SUR LE BILAN» de l'annexe aux comptes.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un contrat de crédit-bail ou de location devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

Sont considérées comme douteuses compromises :

- Les créances pour lesquelles la résiliation du contrat de crédit-bail ou de location a été prononcée
- Les créances classées en douteux depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses couvrant des risques inscrits à l'actif du bilan sont affectées en déduction des actifs concernés.

Au compte de résultat, conformément aux dispositions du CRC 2005-04, les dotations et reprises de provisions pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont inscrites dans la rubrique « Produits sur opérations de crédit-bail ou Produits sur opérations de location simple ». Il en est de même pour les intérêts correspondant à la rémunération de la valeur des créances dépréciées ou à la reprise de l'effet d'actualisation.

Les intérêts compris dans les échéances de loyers de crédit-bail ou de location déclassés en douteux font l'objet d'une dépréciation égale à 100%.

- Dépréciation des immobilisations

Le montant des dépréciations destinées à couvrir les moins-values potentielles sur matériels relatifs à des contrats ayant fait l'objet d'un déclassement en douteux se calcule par différence entre la valeur de vente estimée (base statistique ou manuelle) et la VNC au 31/12/2017.

F) Immobilisations

a – Immobilisations incorporelles

Elles concernent principalement des logiciels acquis ou créés par CLAAS Financial Services et sont inscrites pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou leur coût de production.

Elles font l'objet d'un amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilisation prévue (le plus souvent 12 mois) sans excéder 5 ans.

Conformément à la réglementation bancaire, les certificats d'association versés au fonds de garantie des dépôts sont inscrits en titres.

b – Immobilisations corporelles

Constructions :

La société Claas Financial Services n'est pas propriétaire de constructions au 31/12/2017.

Autres immobilisations corporelles :

Elles sont inscrites à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires hors frais d'acquisition des immobilisations), à leur coût de production ou à leur coût réévalué.

Elles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif sur leurs durées probables d'utilisation :

- . matériel : 5 ans,
- . mobilier : 10 ans.

Aucun coût d'emprunt n'a été affecté aux actifs.

G) Provisions

Les provisions de passif, autres que celles relatives aux engagements sociaux, concernent essentiellement les provisions pour litiges, amendes, risques fiscaux et restructuration. Conformément au règlement CRC 2000-06, les provisions sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation déterminée comme correspondant à l'hypothèse la plus probable.

Ces passifs constituent une obligation actuelle juridique ou implicite de Claas Financial Services à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Provisions pour retraite, préretraite et avantages assimilés

La société Claas Financial Services n'est pas concernée par ce type d'opérations.

H) Impôts différés

Depuis l'arrêté du 31/12/2015, un impôt différé relatif aux différences temporelles entre le résultat comptable et le résultat fiscal est comptabilisé dans les comptes

sociaux.

Pour l'exercice 2017, l'impact de l'impôt différé est comptabilisé au compte de résultat, dans le poste « Impôts sur les sociétés » et s'élève à - 4 202 milliers d'euros. Cette charge d'impôt différé tient compte du changement de taux d'impôt progressif instauré par la Loi de Finances 2018. Par conséquent, les différences temporelles et les déficits en stocks au 31 décembre 2017 sont valorisés en fonction de leur taux à date de retournement prévus.

Ce taux va diminuer progressivement du 1er janvier 2019 jusqu'en 2022 pour arriver à un taux de 25 % (soit 25,83% avec la contribution additionnelle de 3,3%).

I) Produit net bancaire

a – Intérêts, produits et charges assimilées

Les intérêts et agios sont enregistrés en résultat prorata temporis.

Les commissions (notamment de risque) et produits assimilés sur opérations bancaires dont le calcul et la perception correspondent à l'évolution d'un encours au bilan ou au hors bilan, sont considérés comme acquis prorata temporis et sont repris dans ces postes.

b – Charges et produits sur opérations de crédit-bail et assimilés et de location simple

Les charges sur opérations de crédit bail, location avec option d'achat et de location simple correspondent aux amortissements industriels admis par l'administration fiscale. Sont incluses également les moins values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de contrat et les provisions pour dépréciation des ITNL.

Les produits sur opérations de crédit bail, de location avec option d'achat et de location simple enregistrent les loyers échus, régularisés des loyers perçus d'avance ou des loyers à recevoir en fin d'exercice et augmentés de la part échue des bonifications (supportées par les fournisseurs d'équipements). S'y ajoutent les plus values comptables dégagées lors de la cession des matériels en fin de location, les indemnités exigibles sur contrats résiliés pour leur variation positive ou négative par rapport à l'exercice précédent ainsi que les frais de dossiers et le coût du risque.

c – Commissions (charges et produits)

Ce poste reprend essentiellement les commissions d'affacturage (enregistrées dès qu'elles sont acquises) et les prestations de services financiers auprès des tiers.

J) Charges générales d'exploitation

Les rémunérations d'intermédiaires figurent dans le poste « autres frais administratifs ». En 2017, il n'y a pas eu de rémunération d'intermédiaires.

3. Notes sur le bilan

A) Opérations en devises

Les opérations de la succursale polonaise sont enregistrées en zloty.

Leur contre valorisation en euro a généré 156 k€ d'écart de conversion inscrit au passif du bilan en comptes de régularisation au 31/12/2017.

B) Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	France	Succursales	2 017	2 016
Créances à vue	156 868	36 484	193 352	176 895
Créances rattachées	0	0	0	0
Total à vue	156 868	36 484	193 352	176 895
Prêt au jour le jour	0	0	0	0
Autres créances à terme	3 478	0	3 478	1 971
Créances rattachées	0	0	0	0
Total à terme	3 478	0	3 478	1 971
Créances douteuses	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2016	0	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	0	0	0
Reprises de l'exercice	0	0	0	0
Provisions au 31/12/2017	0	0	0	0
Total Créances sur les Etablissements de Crédit	160 346	36 484	196 830	178 866

Echéancier au 31 décembre 2017 :

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Créances à terme (hors créances rattachées)	3 478	3 478	0	0	0

C) Opérations avec la clientèle (actif)

En milliers d'euros	France				Succursales	Total 2017	Total 2016
	Créances commerciales	Autres concours à la clientèle	Comptes ordinaires débiteurs	Affacturage	Autres concours à la clientèle et affacturage		
Encours sains	0	389 407	0	0	740 358	1 129 765	1 132 567
Encours douteux (1)	0	13 886	0	0	17 700	31 586	34 266
Provisions au 31/12/2016	0	-4 443	0	0	-7 561	-12 003	-10 724
Dotations de l'exercice	0	-2 432	0	0	-7 326	-9 759	-8 300
Reprises de l'exercice	0	1 618	0	0	6 597	8 215	6 986
Autres variations					-158	-158	35

Provisions au 31/12/2017 (1) (2)	0	-5 257	0	0	-8 449	-13 706	-12 003
Encours nets	0	398 036	0	0	749 609	1 147 645	1 154 830
Valeurs non imputées	0	0	0	0	0	0	0
Créances rattachées	0	1 562	0	0	1 240	2 802	3 196
Encours totaux	0	399 598	0	0	750 849	1 150 447	1 158 026

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
<i>Douteux compromis France</i>	7 679	-4 087	3 591
<i>Douteux compromis Succursales</i>	8 838	-6 142	2 696
<i>Total douteux compromis</i>	16 517	-10 229	6 287
<i>Douteux non compromis France</i>	6 207	-1 170	5 037
<i>Douteux non compromis Succursales</i>	8 862	-2 307	6 555
<i>Total douteux non compromis</i>	15 069	-3 477	11 593
<i>Total</i>	31 586	-13 706	17 880

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur base statistique s'élève à 4 484 k€ pour la France.

Echéancier des encours sains au 31 décembre 2017 :

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Créances sur la clientèle	1 129 765	102 112	268 007	694 487	65 159

D) Obligations et autres titres à revenu fixe

Néant

E) Actions et autres titres à revenu variable

Néant

F) Participations et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

Néant

G) Crédit-bail, location avec option d'achat

En milliers d'euros	Immobilisations					Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Sorties sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	
Immobilisations en Crédit-Bail											
Immobilisations en Crédit-Bail France	167 633	61 864	-26 983	0	202 515	86 354	38 024	-21 993	93	102 478	100 037
Immobilisations en Crédit-Bail Succursales	304 265	91 471	-39 415	-4	356 317	138 272	61 081	-31 556		167 797	188 521
Total des immobilisations en Crédit-Bail	471 713	153 336	-66 398	-4	558 832	224 626	99 105	-53 549	93	270 275	288 558
Immobilisations en cours											
Crédit-Bail											
Immobilisations en cours	0	349	0	0	349	0	0	0	0	0	349
Crédit-Bail France	443	-265	-193	14	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations en cours											
Crédit-Bail Succursales	443	84	-193	14	349	0	0	0	0	0	349
Total des immobilisations en cours	443	84	-193	14	349	0	0	0	0	0	349
Acomptes versés											
fournisseurs											
Acomptes versés fournisseurs	748	979	-748	0	979	0	0	0	0	0	979
France	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	748	979	-748	0	979	0	0	0	0	0	979
Total Immobilisations Crédit-Bail	472 904	154 399	-67 339	10	560 160	224 626	99 105	-53 549	93	270 275	289 886

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)					
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail France	4 356			0	5 545
Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail Succursales	3 119			0	3 598
Total Créances douteuses valeur brute Crédit-Bail (1)	7 476			0	9 143
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1) et (2)					
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail France	-2 798	-2 615	1 425	0	-3 989
Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail Succursales	-2 861	-1 882	1 507	0	-3 165

Total Provisions sur créances douteuses Crédit-Bail (1)	-5 659	-4 497	2 931	0	-7 154
Créances rattachées Crédit-Bail					
Créances rattachées Crédit-Bail France	1 406			0	2 254
Créances rattachées Crédit-Bail Succursales	2 152			0	12 203
Total Créances rattachées Crédit-Bail	3 558			0	14 457
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Crédit-bail	5 375			0	16 446

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
<i>Crédit-bail compromis France</i>	5 158	-3 839	1 318
<i>Crédit-bail compromis Succursales</i>	2 963	-2 552	411
<i>Total crédit-bail compromis</i>	8 121	-6 391	1 730
<i>Crédit-bail non compromis France</i>	387	-149	237
<i>Crédit-bail non compromis Succursales</i>	635	-614	22
<i>Total crédit-bail non compromis</i>	1 022	-763	259
<i>Total crédit-bail</i>	9 143	-7 154	1 989

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur la base statistique s'élève à 1 736 k€ pour l'activité Crédit-Bail

H) Location simple

En milliers d'euros	Immobilisations				
	Solde au 31/12/2016	Acquisitions de l'exercice	Sorties d'immobilisations de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017
Immobilisations en Location Simple					
Immobilisations en Location Simple France	123 233	56 270	-73 351	0	106 152
Immobilisations en Location Simple Succursales	121 319	72 360	-57 456	0	136 224
Total des immobilisations en Location Simple	244 552	128 631	-130 807	0	242 376
Immobilisations en cours Location Simple					
Immobilisations en cours Location Simple France	219	165	-219	0	165
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	0	114	0	0	114
Total des Immobilisations en cours Location Simple	219	279	-219	0	279
Acomptes versés fournisseurs					
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	244 771	128 909	-131 025	0	242 655

En milliers d'euros	Amortissements et provisions					Valeur nette comptable au 31/12/2017
	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Sorties d'amort. sur cessions	Autres Variations	Solde au 31/12/2017	
Immobilisations en Location Simple						
Immobilisations en Location Simple France	38 437	33 053	-36 056	-94	35 341	70 812
Immobilisations en Location Simple Succursales	27 464	29 087	-26 135	0	30 417	105 807
Total des immobilisations en Location Simple	65 901	62 140	-62 190	-94	65 757	176 619
Immobilisations en cours Location Simple						
Immobilisations en cours Location Simple France	0	0	0	0	0	165
Immobilisations en cours Location Simple Succursales	0	0	0	0	0	114
Total des Immobilisations en cours Location Simple	0	0	0	0	0	279
Acomptes versés fournisseurs						
Acomptes versés fournisseurs France	0	0	0	0	0	0
Acomptes versés fournisseurs Succursales	0	0	0	0	0	0
Total des acomptes versés fournisseurs	0	0	0	0	0	0
Total Immobilisations Location Simple	65 901	62 140	-62 190	-94	65 757	176 897

En milliers d'euros	Solde au 31/12/2016	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres Variations	Solde au 31/12/2017
Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)					
Créances douteuses valeur brute Location Simple France	1 198			0	1 901
Créances douteuses valeur brute Location Simple Succursales	604			0	496
Total Créances douteuses valeur brute Location Simple (1)	1 802			0	2 397
Provisions sur créances douteuses Location Simple (1) et (2)					
Provisions sur créances douteuses Location Simple France	-828	-861	272	0	-1 418
Provisions sur créances douteuses Location Simple Succursales	-418	-6	22	0	-403
Total Provisions sur créances douteuses Location Simple (1)	-1 246	-868	293	0	-1 821

Créances rattachées Location Simple				
Créances rattachées Location Simple France	3 168		0	1 530
Créances rattachées Location Simple Succursales	745		0	448
Total Créances rattachées Location Simple	3 913		0	1 977
Total des créances douteuses valeur nette et créances rattachées Location Simple	4 469		0	2 553

(1) En application du CRC 2002-03 les encours douteux et les provisions se ventilent de la façon suivante :

	Brut	Provision	Net
Location simple compromis France	1 072	-819	253
Location simple compromis Succursales	492	-401	90
Total location simple compromis	1 564	-1 221	343
Location simple non compromis France	829	-599	230
Location simple non compromis Succursales	4	-1	3
Total location simple non compromis	833	-600	233
Total location simple	2 397	-1 821	576

(2) Conformément aux dispositions de l'article 31 du CRC 2005-03, le montant du stock de dépréciation calculé sur la base statistique s'élève à 523 k€ pour l'activité Location Simple.

D) Immobilisations corporelles et incorporelles

Immobilisations incorporelles En milliers d'euros	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Fonds de commerce	0	0	0	0	0
Droit au bail et droit d'entrée	0	0	0	0	0
Droit au bail et droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Frais d'établissements	0	0	0	0	0
Logiciels	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0
Frais d'établissements Succursales	0	0	0	0	0
Logiciels Succursales	17	1	0	0	18
Valeur brute	17	1	0	0	18
Amortissements Droit d'entrée	0	0	0	0	0
Amortissements frais d'établissements	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels	0	0	0	0	0
Amortissements Droit d'entrée Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Frais d'établissements Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Logiciels Succursales	-10	-5	0	0	-15
Amortissements	-10	-5	0	0	-15
Valeur nette	7	-4	0	0	3

Immobilisations corporelles En milliers d'euros	Ouverture	Augmentation	Diminution	Autres variations	Clôture
Matériel informatique	10	0	0	0	10
Matériels et mobiliers de Bureau	0	0	0	0	0
Matériels de transport	0	0	0	0	0
Matériel et outillage	0	0	0	0	0
Œuvres d'art	0	0	0	0	0
Titres et avances des SCI	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
Agencements, aménagements et installations Succursales	6	0	0	-6	0
Matériel informatique Succursales	15	0	0	3	18
Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Matériels et mobiliers de Bureau Succursales	0	15	0	3	18
Valeur brute	31	15	0	0	46
Amortissements Matériel informatique	-10	0	0	0	-10
Amortissements Matériels et mobiliers de Bureau	0	0	0	0	0
Amortissements Matériels de transport	0	0	0	0	0
Amortissements Matériel et outillage	0	0	0	0	0
Provisions Titres et avances des SCI	0	0	0	0	0
Amortissements Agencements Succursales	-4	0	0	4	0
Amortissements Matériel informatique Succursales	0	0	0	-17	-17
Amortissements Matériels de transport Succursales	0	0	0	0	0
Amortissements Mat et mob de Bureau Succursales	-15	-15	0	13	-17
Amortissements	-30	-15	0	0	-45

Valeur nette	1	0	0	0	1
---------------------	----------	----------	----------	----------	----------

J) Autres actifs

En milliers d'euros	France	Succursales	2 017	2 016
Autres débiteurs divers	4 957	1 057	6 014	7 879
Provision débiteurs divers	0	0	0	0
Impôt différé actif	1 150	6 667	7 818	7 310
Dépôts et cautionnements	0	0	0	16
Etat autres Impôts et taxes	1 028	4 344	5 372	12 016
Total	7 135	12 068	19 203	27 221

K) Comptes de régularisation (actif)

En milliers d'euros	France	Succursales	2 017	2 016
Produits à recevoir	1 517	861	2 377	1 964
Charges à répartir	0	0	0	0
Valeurs à l'encaissement	4 258	8 879	13 137	0
Charges payées d'avance	0	25	25	0
Autres	147	6 188	6 335	11 207
Total	5 922	15 952	21 874	13 172

L) Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	France	Succursales	2 017	2 016
Comptes et emprunts à vue	0	516	516	0
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	0	516	516	0
Emprunt au jour le jour	0	0	0	0
Comptes et emprunts à échéance	103 400	934 573	1 037 973	1 048 964
Dettes rattachées	293	1 593	1 886	2 270
Total à terme	103 693	936 165	1 039 859	1 051 234
Total Dettes envers les Etablissements de crédit	103 693	936 682	1 040 375	1 051 234

Echéancier des comptes et emprunts à échéance au 31 décembre 2017 :

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Comptes et emprunts (hors dettes rattachées)	1 037 973	118 839	310 383	587 214	21 537

M) Opérations avec la clientèle (passif)

Il n'existe pas d'opérations avec la clientèle sur compte d'épargne à régime spécial

Les autres dettes se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	France	Succursales	2 017	2 016
Comptes à vue	0	0	0	0
Dettes rattachées	0	0	0	0
Total à vue	0	0	0	0
Compte à terme	563 225	57 836	621 061	554 819
Dettes rattachées	105	447	552	918
Total à terme	563 330	58 283	621 613	555 737
Total des opérations avec la clientèle	563 330	58 283	621 613	555 737

Echéancier des opérations avec la clientèle à terme au 31 décembre 2017 :

En milliers d'euros	Total bilan	< 3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	> 5ans
Comptes créditeurs à terme	621 061	150 479	154 988	302 493	13 100

N) Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	2 017	2 016
Bons de caisse	0	0
Total bons de caisse	0	0
Titres de créances négociables	1 000	1 000
Dettes rattachées	0	0
Total titres de créances négociables	1 000	1 000
Obligations	0	0

Dettes rattachées	0	0
Total obligations	0	0
Versements à effectuer sur titres non libérés	0	0
Total Dettes représentées par un titre	0	0

En décembre 2017, CLAAS FINANCIAL SERVICES a émis des Titres de Créances Négociables pour 1 000 milliers d'euros, qui arriveront à échéance le 21 décembre 2018

O) Autres passifs

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Etat autres impôts et Organismes sociaux	1 159	274	1 433	5 918
Fournisseurs (crédit-bail et assimilés)	3 184	1 846	5 030	4 952
Clients et tiers acquéreurs	1 297	2 621	3 918	0
Impôts Courants	85	1 637	1 722	0
Impôt différé passif	63	8 537	8 600	5 812
Dépôts de garantie	0	0	0	0
Autres	232	5 075	5 307	2 741
Total	6 020	19 991	26 011	19 423

P) Comptes de régularisation (passif)

En milliers d'euros	France	Succursales	Elimination des opérations réciproques	2017	2016
Produits perçus d'avance	27 225	26 699	0	53 924	52 779
Charges à payer	3 432	3 987	0	7 420	5 557
Ecart de conversion	0	156	0	156	0
Autres	0	4 019	0	4 019	4 095
Comptes d'encaissement	3 817	929	0	4 745	7 146
Total	34 474	35 790	0	70 264	69 577

Q) Provisions

Néant

R) Capitaux propres

1) Capital

Le capital social de CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS est de 44 624 768,00 euros.
Il est composé de 2 935 840 actions, d'un montant nominal de 15,20€ entièrement libérées.

2) Provisions réglementées et subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont reçues dans le cadre des opérations de crédit-bail ou de location.
Ces dernières figurent pour leur montant net d'amortissements.
Claas Financial Services ne perçoit aucune subvention d'investissement.

3) Tableau de variation des capitaux propres

En milliers d'euros	Ouverture	Affectation résultat n-1	Distribution nette d'acompte	Résultat	Autres mouvements	Clôture
Capital	44 625	0	0	0	0	44 625
Prime d'émission	194	0	0	0	0	194
Prime et Boni de fusion	0	0	0	0	0	0
Réserve légale	3 650	813	0	0	0	4 462
Reserve des plus-values à long terme	0	0	0	0	0	0
Autres réserves	41	0	0	0	0	41
Provisions réglementées	0	0	0	0	0	0
Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0
Report à nouveau	42 016	25 974	-31 002	0	0	36 988
Résultat net de l'exercice	26 787	-26 787	0	28 563	0	28 563
Acomptes sur dividendes	0	0	0	0	0	0
Total capitaux propres	117 313	0	-31 002	28 563	0	114 874

4) Résultat dilué par action et résultat par action

Résultats réduits à une seule action ajustée.

- Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions :	65,51 €
- Résultat après impôts, participations des salariés et dotations aux amortissements et provisions :	9,73 €
- Dividende attribué à chaque action (crédit d'impôt non compris) :	2,04 €

4. Notes sur le hors bilan

A) Engagements de hors bilan

En milliers d'euros	France	Succursales	2 017	2 016
Engagements donnés	60 029	6 183	66 212	92 013
Engagements de financement en faveur des établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de financement en faveur de la clientèle	56 624	6 183	62 807	89 808
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	3 405	0	3 405	2 206
Engagements reçus	20 853	33 026	53 879	29 468
Engagements de financement reçus des établissements de crédit	15 000	3 435	18 435	15 008
Engagements de garantie reçus des établissements de crédit	34	38	72	557
Engagements de garantie reçus de la clientèle	5 819	29 553	35 372	13 902

5. Notes sur le compte de résultat

Informations sectorielles

En milliers d'euros	France	Succursales				2017
		Allemagne	Espagne	Italie	Pologne	
Produit net bancaire	16 547	14 469	6 676	16 634	3 245	57 570
Charges générales d'exploitation	-6 933	-5 143	-882	-2 407	-1 552	-16 917

A) Produits et charges d'intérêts sur opérations de crédit

En milliers d'euros	2017			2017			2016	
	France	Succursales	Produits	France	Succursales	Charges	Produits	Charges
Opérations avec Etablissements de crédit	52	79	132	3 534	8 523	12 057	-312	14 757
Opérations avec la clientèle	13 045	25 985	39 030	2 740	1 092	3 832	42 026	4 530
Dotations aux provisions	-30	-194	-224	0	0	0	-53	0
Créances passées en perte sur l'exercice	-38	-127	-165	0	0	0	-105	0
Reprises de provision	143	310	452	0	0	0	302	0
Récupérations sur créances amorties	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres intérêts	0	0	0	-1	0	-1	0	1
Elimination des opérations réciproques	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	13 172	26 053	39 225	6 273	9 616	15 889	41 857	19 288

Les provisions relatives à ces opérations pour la partie capitale sont enregistrées en coût du risque.

B) Produits et charges sur opérations de crédit-bail

a) Produits sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Loyers	33 718	86 254	119 972	96 245
Reprise de provisions de dépréciation	801	877	1 678	1 210
Plus-values de cession	4 016	0	4 016	2 753
Indemnités de résiliation	1 995	1 003	2 998	1 855
Produits divers	187	654	840	1 120
Dotations aux provisions	-2 615	-1 882	-4 497	-3 134
Créances passées en perte sur l'exercice	-90	-398	-489	-445
Reprises de provision	1 425	1 507	2 931	2 261
Récupérations sur créances amorties	11	0	11	3
Total	39 447	88 015	127 461	101 867

b) Charges sur opérations de crédit-bail

En milliers d'euros	France	Succursales	2 017	2 016
Dotations aux amortissements	38 067	59 309	97 375	84 546
Dotations aux provisions de dépréciation	758	1 744	2 502	1 659
Moins-values de cessions	942	2 332	3 274	2 456
Charges diverses	40	2 329	2 369	2 124
Total	39 807	65 714	105 521	90 786

C) Produits et charges sur opérations de locations simples

a) Produits sur opérations locations simples

En milliers d'euros	France	Succursales	2 017	2 016
Loyers	20 182	22 289	42 471	45 937
Reprise de provisions de dépréciation	1 184	32	1 216	648
Plus-value de cessions	20 169	8 306	28 475	30 737
Indemnités de résiliation	654	0	654	-61
Produits divers	128	49	177	-322
Dotations aux provisions	-861	-6	-868	-468
Créances passées en perte sur l'exercice	-24	0	-24	-29
Reprises de provision	272	22	293	264
Récupérations sur créances amorties	4	-1	2	16
Total	41 708	30 690	72 398	76 721

b) Charges sur opérations de locations simples

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Dotations aux amortissements	32 724	29 014	61 738	66 871
Dotations aux provisions de dépréciation	1 514	73	1 587	1 074
Moins-values de cessions	0	0	0	139
Charges diverses	0	342	342	118
Total	34 238	29 429	63 667	68 202

D) Revenus de titres à revenu variable

Néant

E) Commissions

En milliers d'euros	2 017		2 016	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec Etablissements de crédit France	0	0	0	0
Opérations avec Etablissements de crédit Succ	68	0	70	0
Opérations avec la clientèle France	0	76	0	103
Opérations avec la clientèle Succursales	10	748	3	1 374
Opérations Affacturage	0	0	0	0
Opérations Affacturage Succ	0	0	0	0
Prestations de services financiers	22	0	21	0
Prestations de services financiers Succ	57	0	76	0
Total	156	823	170	1 476

F) Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

En milliers d'euros	2 017	2 016
Sur titres de transaction	0	0
Sur opérations de change	0	-130
Sur opérations de change Succ	19	-10
Sur instruments financiers à terme Succ	0	0
Total	19	-141

G) Autres produits et charges d'exploitation bancaire

En milliers d'euros	2 017		2 016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance France	0	0	3	0
Refacturation de prestation, mandat, convention et assistance Succursales	312	0	369	0
Produit des participations aux bénéfices des assurances et autres produits ou charges d'assurance France	2 485	0	1 837	0
Autres produits ou charges d'assurance Succursale	97	0	117	0
Quote-part des subventions virée au compte de résultat	0	0	0	0
Quote-part des opérations faites en commun	0	0	0	0
Quote-part des opérations faites en commun Succ	0	0	0	0
Autres produits France	0	0	0	0
Autres produits Succursale	1 840	0	1 587	0
Dotations/Reprises provisions France	0	0	0	0
Autres charges France	0	1	0	1
Autres charges Succursale	0	1 818	0	1 707

Total	4 734	1 819	3 914	1 708
-------	-------	-------	-------	-------

H) Charges générales d'exploitation**1) Frais de personnel**

En milliers d'euros	France	Succursales	2 017	2 016
Salaires et traitements	0	976	976	925
Charges sociales	0	210	210	215
Charges de retraite	0	20	20	18
Participation	0	0	0	0
Intéressement	0	0	0	0
Autres charges connexes	3	6	8	13
Dot / Rep Provisions	0	0	0	0
Total	3	1 211	1 213	1 172

L'effectif moyen est de 18 personnes pour l'exercice 2017 (non cadres).

Les salaires et traitements incluent les provisions pour congés payés constituées soit au titre de droits acquis depuis l'ouverture de la période de référence en cours à la fin de l'exercice, soit au titre de droits antérieurs non encore utilisés.

Les charges de retraite correspondent aux cotisations versées aux caisses de retraite.

2) Autres frais administratifs

A la clôture de l'exercice, les autres frais administratifs s'élèvent à 15 704 milliers d'euros contre 15 739 milliers d'euros en 2016 (dont 8 773 milliers d'euros pour les succursales en 2017).

Les montants des honoraires CAC s'élèvent à 12 K€ pour la France et à 15 k€ pour les succursales. Les audits sont réalisés par les cabinets Mazars et PWC.

I) Cout du risque

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Dotations aux provisions	-2 402	-7 132	-9 535	-8 356
Créances passées en perte sur l'exercice	-233	-726	-959	-885
Reprises de provision	1 475	6 287	7 762	6 865
Récupérations sur créances amorties	7	138	145	20
Dotations / Reprises pour risques	0	0	0	0
Total	-1 153	-1 433	-2 586	-2 356

Les provisions enregistrées dans ce poste concernent uniquement les activités de crédit à la clientèle pour la partie capital, la partie intérêts est quant à elle enregistrées dans les postes de produits ou charges de cette activité.

Les provisions pour créances douteuses sur le crédit-bail et la location simple sont quant à elles enregistrées dans les postes de produits ou charges de ces activités.

J) Gains ou pertes sur actifs immobilisés

En milliers d'euros	Particip. et autres titres à long terme	Parts dans les entreprises liées	Sur immob. corporelles et incorporelles	Sur dépréciation des autres actifs	Total 2017	Total 2016
Plus-value et reprises de provisions France	0	0	0	0	0	6 321
Plus-value et reprises de provisions Succursales	0	0	0	0	0	0
Moins-value et dotations aux provisions France	0	0	0	0	0	0
Moins-value et dotations aux provisions Succursales	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0	6 321

K) Résultat exceptionnel

Les éléments portés en résultat exceptionnel traduisent l'effet en comptabilité d'événements ne relevant pas de l'activité courante des différents métiers exercés par Claas Financial Services, et dont la présentation au sein des autres agrégats du compte de résultat aurait conduit à une moindre comparabilité des opérations de l'exercice avec celles réalisées durant les exercices de référence.

Au 31/12/2017, Claas Financial Services n'a constaté aucun résultat exceptionnel.

L) Impôt sur les sociétés

En milliers d'euros	France	Succursales	2017	2016
Impôt société	-303	-4 979	-5 282	-5 401
Impôt différé	-40	-4 162	-4 202	-686
Dot / Rep Provisions	0	0	0	0
Total	-344	-9 141	-9 484	-6 087

6. Autres informations**A) Informations relatives aux entreprises liées**

En milliers d'euros	Entreprises liées France	Entreprises liées Succursales	Elimination des opérations réciproques	2017
Actif				
Créances sur les établissements de crédit	160 346	23 209	0	183 555
Créances sur la clientèle	0	0	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu variable	0	0	0	0
Autres Actifs	0	0	0	0
Comptes de régularisation actifs	1 471	0	0	1 471
Passif				
Dettes envers les établissements de crédit	103 693	854 696	0	958 389
Comptes créditeurs de la clientèle	563 330	58 283	0	621 613
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0
Autres passifs	0	10	0	10
Comptes de régularisation passifs	3 231	1 748	0	4 979
Hors bilan				
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de garantie en faveur d'établissements de crédit	3 326	0	0	3 326
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	0	0	0	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	15 000	3 435	0	18 435
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	0	0	0	0
Engagements de garantie reçus de la clientèle	0	0	0	0

B) Proposition d'affectation des résultats

En euros	
Résultat de l'exercice	28 562 835,24
Report à nouveau	36 987 810,09
Total à répartir	65 550 645,33

En euros	
Réserve légale	0,00
Dividende	5 989 113,60
Acompte sur dividendes	0,00
Report à nouveau	59 561 531,73
Total réparti	65 550 645,33

C) Comptabilité sociale et financière et consolidation

En tant que Société Financière, CLAAS FINANCIAL SERVICES, pour l'établissement des comptes consolidés, doit réglementairement tenir une comptabilité dite financière pour les opérations de crédit-bail et de location avec ou sans option d'achat. Cette comptabilité fait ressortir un résultat financier en déterminant un amortissement financier de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. La méthode financière retenue pour le calcul de la marge financière brute est la méthode " Intérêts Terme Echu décalé ".

Le résultat financier est égal au résultat social auquel il est substitué, notamment, aux amortissements, aux plus et moins-values et aux provisions pour créances douteuses, leurs équivalents financiers.

La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux.

Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

a) Passage du résultat social au résultat financier

En milliers d'euros	2017
Résultat comptable avant impôt	38 047
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	22 524
Différence entre plus et moins-value sociales et financières	-26 905
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	147
Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	-8 539
CRC 2002-03	-138
Divers	1 004
Résultat financier avant impôt au 31 décembre	26 140

b) Principaux éléments composant la réserve financière

La réserve financière de Claas Financial Services au 31 décembre 2017 se décompose de la façon suivante :

En milliers d'euros	2017
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (immob données en location)	21 642
Différence entre provisions sociales et provisions financières pour créances douteuses	2 431

Différence entre LPA et APA et entre LAR et AAR	-1 173
CRC 2002-03	-436
Réserve financière brute CB/LS French au 31 décembre	22 464
Réserve financière sur immobilisations CB/LS non louées	0
Réserve financière brute sur immobilisations CB/LS	22 464
Divers	-4 549
Réserve financière brute au 31 décembre	17 915

c) Consolidation

CLAAS FINANCIAL SERVICES est consolidée dans les comptes de BNP PARIBAS SA dont le siège social se trouve au 16 boulevard des Italiens 75009 Paris.

D) Evénements post clôture

Il n'y a aucun événement post clôture.

V. —Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport à l'Organe Collégial de Direction.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1 janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 6 - C de l'annexe aux comptes annuels relative à la comptabilité financière qui présente le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Identification et évaluation du risque de crédit

(Se référer aux notes 2C, 2E, 3C, 3G et 3H de l'annexe aux comptes annuels)

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
Dans le cadre de ses activités bancaires, CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS. est exposée au risque de crédit. CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS comptabilise des dépréciations individuelles pour couvrir les risques de crédits avérés sur des prêts et créances octroyés dans le cadre de ses activités bancaires.	Nous avons apprécié la pertinence du dispositif de contrôle de CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS et testé les contrôles clés concernant l'identification et l'évaluation des dépréciations.
Ces dépréciations peuvent prendre la forme de provisions individuelles des engagements bilan et hors bilan concernés et correspondent à la différence entre	Nous avons également réalisé en date d'arrêté des travaux sur les encours les plus significatifs. Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants:

<p>la valeur brute de la créance et la valeur actualisée au taux effectif d'origine du crédit ou au dernier taux connu des flux futurs estimés recouvrables.</p> <p>Les flux futurs attendus sont estimés de deux façons:</p> <ul style="list-style-type: none"> - manuellement par les gestionnaires des créances qui font une évaluation unitaire de ce flux. - statistiquement pour les créances de petits montants. <p>Au 31 décembre 2017, le montant total des créances brutes exposées au risque de crédit s'élève à 1658,9 millions d'euros; le montant total des dépréciations s'élève à 22,7 millions d'euros comme présenté dans les notes 2C, 2E, 3C, 3G et 3H des annexes aux comptes annuels.</p> <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituaient un point clé de l'audit, l'appréciation de ce risque faisant appel au jugement et aux estimations de la direction.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - l'identification des indicateurs de dépréciation, - la classification des expositions en créances douteuses, - le suivi et la valorisation des garanties, - la détermination des dépréciations individuelles de créances douteuses et le dispositif de gouvernance et de validation associé. - avec l'aide de nos spécialistes en risque de crédit, <p>Nous avons apprécié les méthodologies retenues par CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS, ainsi que l'efficacité des contrôles relatifs à la qualité des données, et avons procédé à la revue des modèles d'estimation des pertes et taux de récupération sur base statistique,</p> <ul style="list-style-type: none"> - en complément, nous avons procédé à une revue de crédit sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques. <p>Nous avons également examiné les informations publiées en annexe relatives au risque de crédit.</p>
---	---

Contrôles généraux informatiques

Risque Identifié	Réponse du collège des commissaires aux comptes face à ce Risque
<p>La fiabilité et la sécurité des systèmes d'information jouent un rôle clé dans la préparation des comptes annuels de CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS.</p> <p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques et des contrôles applicatifs spécifiques aux différentes chaînes de traitement de l'information qui concourent à l'élaboration de l'information comptable et financière, représente ainsi un point clé de l'audit.</p> <p>En particulier, l'existence d'un dispositif de contrôle des droits d'accès aux systèmes d'information et de niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs constitue un contrôle clé pour limiter le risque de modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes.</p>	<p>Pour les principaux systèmes concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière, les travaux que nous avons mis en œuvre avec l'appui de nos spécialistes informatiques ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - compréhension des systèmes, processus et contrôles qui sous-tendent l'information comptable et financière; - évaluation des contrôles généraux informatiques (gestion des accès aux applications et aux données, gestion des changements et des développements relatifs aux applications, gestion de l'exploitation informatique) sur les systèmes significatifs (notamment applications comptables, de consolidation, de rapprochement automatique); - examen du contrôle des habilitations pour la saisie des écritures manuelles; - revue d'un échantillon d'écritures manuelles.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux associés

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Organe Collégial de Direction et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société CLAAS FINANCIAL SERVICES SAS par l'assemblée générale du 4 septembre 2007 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et par l'assemblée générale du 23 février 1999 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2017, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 11ème année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 19ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe à l'Organe Collégial de Direction de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'Organe Collégial de Direction.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport à l'Organe Collégial de Direction

Nous remettons un rapport à l'Organe Collégial de Direction qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport à l'Organe Collégial de Direction figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également à l'Organe Collégial de Direction la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec l'Organe Collégial de Direction des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris-La-Défense, le 4 mai 2018

Les commissaires aux comptes,

PricewaterhouseCoopers Audit
Nicolas Montillot
Associé

MAZARS
Claire Gueydan
Associée

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la Société.